

IDÉES

Nous sommes-nous trompés au sujet de l'Irak?

Page B 5



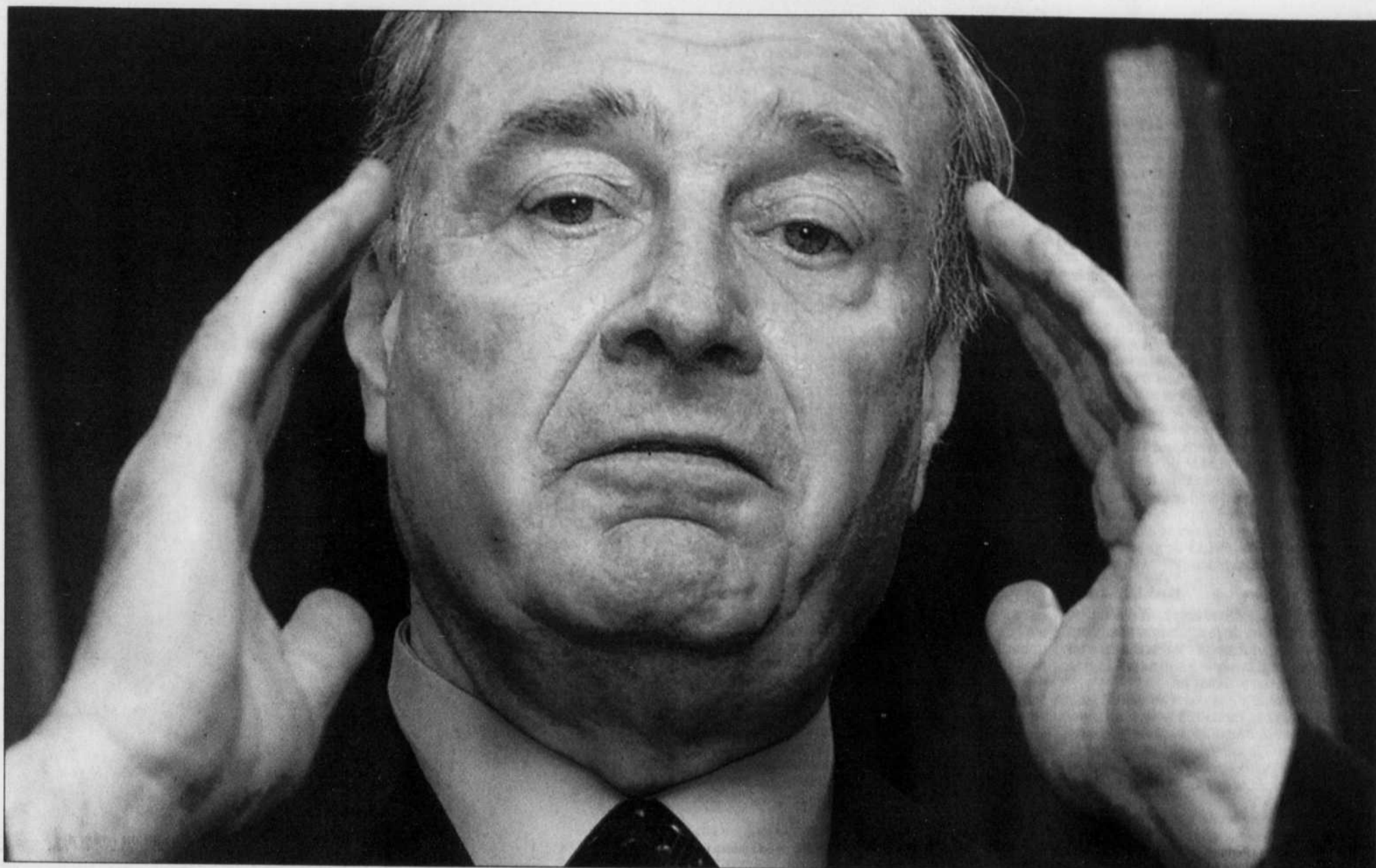
SCIENCES

Les quatre vérités des oméga-3

Page B 6



PERSPECTIVES



Paul Martin a besoin de temps pour convaincre les Canadiens qu'il n'a rien à voir avec ce scandale. Jean Brault ne l'a pas mis en cause et, tant qu'il en est ainsi, le premier ministre peut tenter de limiter les dégâts pour son parti. Le défi est énorme. JIM YOUNG REUTERS

Scandale des commandites

Le gouvernement Martin complètement à la merci de l'opposition

MANON CORNELIER

Ottawa — Jean Brault, l'ancien p.-d.g. de Groupaction, aura réussi, avec ses révélations explosives, à transformer le gouvernement Martin en gouvernement en sursis. Déjà fragile à cause de son statut minoritaire, le gouvernement Martin est maintenant complètement à la merci des calculs politiques des partis d'opposition, qui n'écartent plus la possibilité de faire tomber le gouvernement dès ce printemps.

Le portrait du système de financement occulte que le témoignage de Jean Brault a permis de brosser dépasse en détails et en couleurs tout ce qu'on avait pu entendre par le passé. Principal bénéficiaire du programme de commandites, M. Brault a retourné aux libéraux plus de 1,4 million de dollars sous forme d'argent liquide, de paiement de factures factices et d'honoraires versés à des dirigeants et travailleurs d'élections du PLC Québec entre 1995 et 2002. Ces contributions légitimes et illégitimes ont été faites à la demande de Benoît Corbeil, directeur général du PLC-Q, Jacques Coriveau, un proche de Jean Chrétien et imprimeur du parti, Joe Morselli, principal organisateur de campagne d'Alfonso Gagliano, et Alain Renaud, un lobbyiste.

«On savait qu'il y avait une donne politique, mais on ne savait pas comment fonctionnait le système. On a, grâce à lui, enfin compris les rouages et les passerelles entre des ténors du parti et le programme de commandites. [...] Parce que le problème, ce n'est pas l'argent sale de 1,5 million, c'est que, pour avoir 1,5 million, il en a coûté presque 200 millions aux Canadiens. C'est un problème de système de dépenses et de détournement de fonds publics», dit Yves Boisvert, professeur en éthique publique à l'École nationale d'administration publique (ENAP).

M. Boisvert note que M. Brault a offert un témoignage très important mais qu'il n'est qu'un des multiples acteurs de ce scandale. Pour des raisons éthiques, il estime que les électeurs devraient pouvoir entendre les autres témoignages et peut-être même lire le rapport du juge Gomery avant de se prononcer, question de pouvoir demander aux différents partis ce qu'ils suggèrent pour corriger l'ensemble de la situation.

Cependant, la logique politique est déjà tout à fait différente. Pour les partis d'opposition, le témoignage de Jean Brault apporte des munitions inestimables pour partir en campagne contre les libéraux. Pour les troupes de Paul Martin, c'est un coup de masse contre lequel ils auront du mal à se défendre dans l'opinion publique.

Pour l'opposition, le témoignage de Jean Brault apporte des munitions inestimables pour partir en campagne

Pour l'instant, la stratégie des libéraux vise d'abord à démontrer que la garde actuelle n'a rien à voir avec les malversations passées. À preuve, a-t-on répété en chœur, c'est Paul Martin et son gouvernement qui ont créé la commission Gomery afin de faire la lumière sur toute cette affaire. Leur deuxième objectif: sauver l'image du parti en le présentant comme la victime des agissements d'un «petit groupe parallèle».

M. Boisvert trouve cet argument «malhabile et malhonnête» car tout le monde sait qu'il est question ici de la machine de l'époque, sous la gouverne du camp Chrétien. «On ne peut pas banaliser le fait que le clan Chrétien a été la puissance du parti pendant 15 ans», dit-il.

De toute façon, les libéraux n'ont pas tenté de départager le vrai du faux dans le témoignage de M. Brault, ni même de nier ses allégations. Ils s'en remettent à la commission Gomery, dont ils veulent voir la fin des travaux. Ils ont passé la semaine à enjoindre aux partis d'opposition d'attendre son rapport, attendu l'automne prochain, avant d'aller en élections.

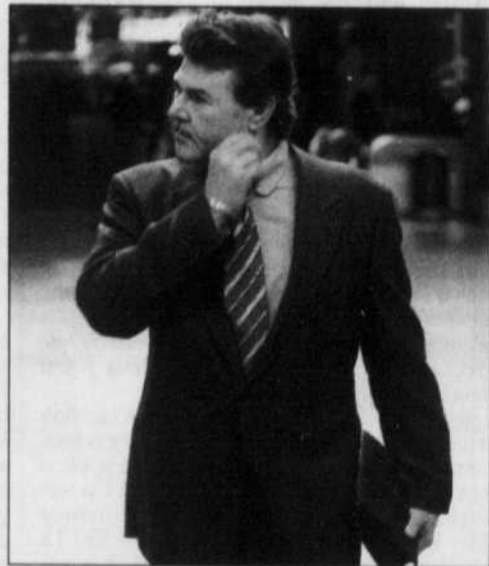
C'est que Paul Martin a besoin de temps pour convaincre les Canadiens qu'il n'a rien à voir avec ce scandale. Jean Brault ne l'a pas mis en cause, et tant qu'il en est ainsi, le premier ministre peut se présenter en défenseur de son gouvernement et de son parti. Il peut tenter, en somme, de limiter les dégâts. Le défi est cependant énorme car la commission continue à entendre des témoins dont les moindres miettes viendront nourrir la méfiance qui s'est maintenant installée.

Selon Yves Boisvert, Paul Martin doit se distancier du camp Chrétien s'il veut qu'on le croie. «Les Canadiens ne nieront jamais qu'il y a eu une guerre ouverte entre les deux clans et qu'on ne peut pas faire l'équation que si le camp Chrétien était corrompu, le clan Martin l'est automatiquement.» M. Martin doit le faire publiquement, insiste le professeur, qui ne comprend pas l'hésitation du premier ministre et de son entourage à ce sujet. «Quelle dette ont-ils envers le clan Chrétien pour être si frileux?», demande-t-il.

Les partis d'opposition, eux, ont déjà décidé qui devait être tenu politiquement responsable du scandale. Pour eux, un libéral est un libéral, point à la ligne. Ils ont passé la semaine à le dire et à tenter, en Chambre, d'associer Paul Martin à l'affaire.

C'est la population qui aura le dernier mot, note Alain-G. Gagnon, directeur de la Chaire de recherche en études québécoises et canadiennes à l'UQAM. «Les citoyens vont probablement sanctionner le parti qui a permis de tels comportements. La sanction principale, c'est de là qu'elle va provenir», dit M. Gagnon. Comme M. Boisvert, il espère qu'on laissera les citoyens prendre connaissance de tous les témoignages avant de les appeler aux urnes.

Le Bloc québécois est le plus disposé à en appeler rapidement au peuple parce qu'il est pour l'instant le seul parti qui soit assuré de faire des gains qui pourraient servir ses intérêts. Selon M. Gagnon, c'est au Québec que le scandale a fait le plus mal au PLC. Il n'y a pas que les bloquistes qui en sont conscients. Dans un des commentaires can-



Jean Brault, au moment de sa comparution devant la commission Gomery. CHRISTINNE MUSCHI REUTERS

dides dont il a le secret, le ministre des Transports, Jean Lapierre, avouait mercredi: «On ne prend pas la peine de sonder. Ce n'est pas nécessaire.»

Pour Gilles Duceppe, l'affaire est d'ailleurs jugée: «Ce gouvernement-là ne mérite pas de gouverner.» Son parti décidera d'ici mardi s'il utilisera ou non sa journée d'opposition de jeudi pour débattre d'une motion de non-confiance ou s'il attendra encore. Avec seulement 54 députés, le Bloc ne peut pas faire grand-chose. M. Duceppe l'a reconnu: il a besoin des 99 conservateurs s'il veut défaire les 133 libéraux. Le NPD a 19 députés et on compte deux députés indépendants et un siège vacant aux Communes.

VOIR PAGE B 3: GOUVERNEMENT



Retombez en amour

Qualité de vie • Confort • Bien-être

Proment, promoteur immobilier des plus réputés, vous présente Les Sommets sur le fleuve Phases III et IV. Sur 15 acres de pure splendeur, découvrez le paradis au quotidien...avec son atrium sur deux étages donnant sur le lobby, ses trois ascenseurs, son centre de conditionnement physique doté des équipements les plus modernes et son service de conciergerie et de surveillance, 24 heures/sept jours.

Venez savourer la vue imprenable qu'offre chacun de nos sept condos modèles décorés par des designers professionnels, et découvrez un nouveau mode de vie, à quelques minutes à peine du centre-ville.

200, avenue des Sommets, Bureau 601 - Île-des-Sœurs - (514) 762-3450

PRIX DOMUS - CONSTRUCTEUR DE L'ANNÉE 1997-2001-2003 - PROJET RÉSIDENTIEL DE L'ANNÉE 2003 www.lesommets.com



LES SOMMETS
sur le fleuve

Visitez nos sept condos modèles et penthouses dès aujourd'hui!

• PERSPECTIVES •



Jean Dion

Tranches de vie

Tirant profit des leçons que procure l'actualité, un conjoint dont on raconte que le couple «pourrait aller mieux, pas de doute là-dessus» a demandé et obtenu cette semaine que sa personne entière, corps et âme, soit frappée d'un interdit de publication.

«Ça évite pas mal de chicanes», a déclaré sous embargo l'homme peu après que son épouse lui eut demandé «à quoi tu penses?» au moment où il pensait à autre chose que ce à quoi il pensait que celle-ci eût souhaité qu'il pense, en l'occurrence elle, ou leur relation, ou les deux. Comme il ne pouvait ni dire la vérité ni mentir — en répondant, par exemple, «à rien», une valeur sûre dans les circonstances —, il a simplement émis un vague «hmm?».

Un peu plus tard, il s'est prévalu de la même ordonnance pour refuser de préciser quand il réparera cette foutue rampe d'escalier qui est brisée depuis deux ans et qu'un beau jour quelqu'un va se faire mal ou même se tuer et il sera trop tard pour brailler. «En fait, je n'ai aucune intention de m'y mettre de sitôt, mais je ne peux pas le reconnaître sous peine d'outrage au tribunal. J'ai donc dit que j'allais y penser, ce qui n'est ni vrai ni faux, et il est terriblement difficile de prouver le contraire», a-t-il relaté, mais on ne peut pas le rapporter.

Le conjoint a néanmoins convenu que l'interdit de publication présente l'inconvénient de multiplier les rumeurs à son sujet, les plus récentes étant qu'il va régulièrement aux danseuses, qu'il flûte sa paie dans les vidéopokers, qu'il fourre l'impôt et qu'il mange mal. «Les gens sont jaloux», a-t-il observé off the record. «Eux aussi aimeraient être obligés de ne pas révéler qu'ils sont juste des maudits pas bons.»

♦ ♦ ♦
Ayant pris connaissance des résultats d'un sondage qui montre que les libéraux de Jean Charest atteignent des sommets d'impopularité avec 71 % d'insatisfaits, un électeur éclairé s'est dit d'avis que les gens ont le gouvernement qu'ils méritent, mais pas lui.

«Ça, pour se plaindre, il y a toujours du monde pour se plaindre», a fulminé le monsieur, «mais où donc étaient ces crétins quand ils avaient la chance de voter pour quelqu'un d'autre? Je suis toujours fasciné par la volonté des citoyens de gueuler que le gouvernement est pourri tout en refusant du même souffle d'avouer que ce sont eux qui l'ont élu.»

L'électeur s'est dit consterné par le fait que ses contemporains croient encore aux promesses électorales et soient influencés par les slogans des partis, conçus par des spécialistes publicitaires dont le travail consiste à trouver de jolies tournures pour raconter des menteries au monde. «Ils disaient qu'en deux ans, il n'y aurait plus de file dans les urgences. J'veux dire, come on. Moi-même, je crois à un paquet d'affaires, mais je ne peux pas croire à des promesses électorales», a-t-il relaté.

Cela étant, l'électeur a reconnu avoir voté pour les libéraux lors des dernières élections, mais pas pour les raisons idiotes qui ont motivé les autres. «J'ai voté libéral parce que je suis un libéral. Je ne me pose pas de questions à tous les quatre ans, moi. J'épouse les valeurs libérales, même si je n'ai aucune idée de ce que ça signifie. J'ai toujours voté libéral, et je voterai toujours libéral. Parce que, je ne suis pas une girouette comme tous ces imbéciles, moi. C'est pour ça que les gens ont le gouvernement qu'ils méritent, mais pas moi. Ils méritent qu'on leur monte le même bateau après les élections qu'avant. Mais moi, je n'ai jamais cru aux balivernes des candidats. J'ai voté par conviction», a-t-il déclaré.

De la même manière, l'électeur, en dépit du scandale des commandites, appuiera les libéraux fédéraux au prochain scrutin. «Je suis un libéral. Et puis, les autres sont tous des menteurs», a-t-il conclu.

♦ ♦ ♦
Un jeune fervent du septième art a déclaré que les gens qui faisaient la queue pendant plus de 24 heures à Rome pour rendre hommage au pape n'avaient «pas rap».

«Man, attendre de même pour voir un cadavre de proche pendant cinq secondes, man, fucké man. Y font quoi pendant ce temps-là?», a-t-il demandé.

Le jeune homme, qui se dit membre de la génération qui veut tout de suite et ne peut s'imaginer passer plus de cinq secondes sans faire deux choses à la fois, a formulé ce commentaire pendant qu'il attendait à la porte du cinéma de Los Angeles qui projetera en premier le film *Star Wars Episode III — Revenge of the Sith*. La queue a commencé à se former cette semaine alors que le long métrage sera présenté le 19 mai.

♦ ♦ ♦
Les États-Unis d'Amérique exigeront dorénavant que les ressortissants canadiens désireux de pénétrer sur leur territoire soient munis d'un passeport en règle, ont annoncé l'autre jour les États-Unis d'Amérique.

La nouvelle a suscité un assez percutant éclat de rire au Canada puisqu'au même moment la vérificatrice générale Sheila Fraser faisait savoir qu'à peu près n'importe quel zigoto peut obtenir comme ça un passeport canadien.

Les États-Unis d'Amérique ne se sont cependant pas offusqués de la réaction canadienne parce qu'ils n'ont rien à cirer du Canada et n'ont pas la moindre calvette d'idée de ce qui s'y passe et ne veulent pas le savoir anyway.

♦ ♦ ♦
Trois individus qui soutiennent qu'ils aiment les gens n'ont pu expliquer, en entrevue, pourquoi ils se comportent comme s'ils étaient seuls au monde dès qu'ils sont en public. «Moi, j'essaie d'entrer dans le wagon dans le métro avant que les autres n'en soient sortis, je gêne la circulation en me carrant dans la porte neuf stations avant de débarquer et j'essaie, chaque fois que c'est possible, de rester plantée au milieu d'un endroit très passant, mais je ne sais pas pourquoi puisque j'adoore l'humanité», a déclaré une dame.

«Moi, a renchéri un homme, j'émetts des commentaires au cinéma, je passe la tondeuse à 7h du matin et je ne ramasse pas les crottes de mon chien, un comportement qui m'étonne puisque j'ai énormément de respect pour mes voisins.»

«Pour ma part, a dit un troisième, je tutoie tout le monde au premier contact, je leur parle de trop près et je n'écoute absolument pas ce qu'ils me disent. Pourtant, je suis un humaniste grégaire.»

jdion@ledevoir.com

Afghanistan

Taliban: une espèce en voie de disparition

Le mouvement islamiste radical afghan ne compte plus que 1500 combattants, qui seraient prêts à rendre les armes

ÉRIC DE LAVARENE

Khost, Afghanistan — Confortablement installé dans son petit bureau de Khost, une ville située près de la frontière pakistanaise, à 180 kilomètres au sud-est de Kaboul, Ghazi Nawaz, chef du conseil des tribus de la province, range des documents, apparemment confidentiels. «Ce sont les derniers comptes rendus des discussions entre le gouvernement et des responsables talibans», dit-il, un brin mystérieux. Compagnon de route des fondamentalistes afghans jusqu'à ce qu'il se rallie, à la mi-2004, aux autorités afghanes du président Karzaï, Ghazi Nawaz possède encore de solides contacts chez les rebelles. «Ils savent que leur combat est fini et qu'il vaut mieux regagner le pays pour retrouver une vie normale», explique-t-il.

Réfugiés au Pakistan depuis l'intervention américaine, fin 2001, qui a renversé leur régime, les talibans opéraient jusque-là de part et d'autre de la frontière. La petite ville de Miranshah, au cœur de la zone tribale pakistanaise du Waziristan, était devenue leur nouveau sanctuaire. Aujourd'hui acculés, de moins en moins nombreux et très fatigués, ils seraient prêts à déposer les armes et à retourner dans leurs villages. Plusieurs responsables talibans provinciaux se sont déjà rendus ces dernières semaines. Notamment le mollah Amanullah, l'un des plus hauts dignitaires à avoir rejoint le gouvernement.

Un mollah comme médiateur

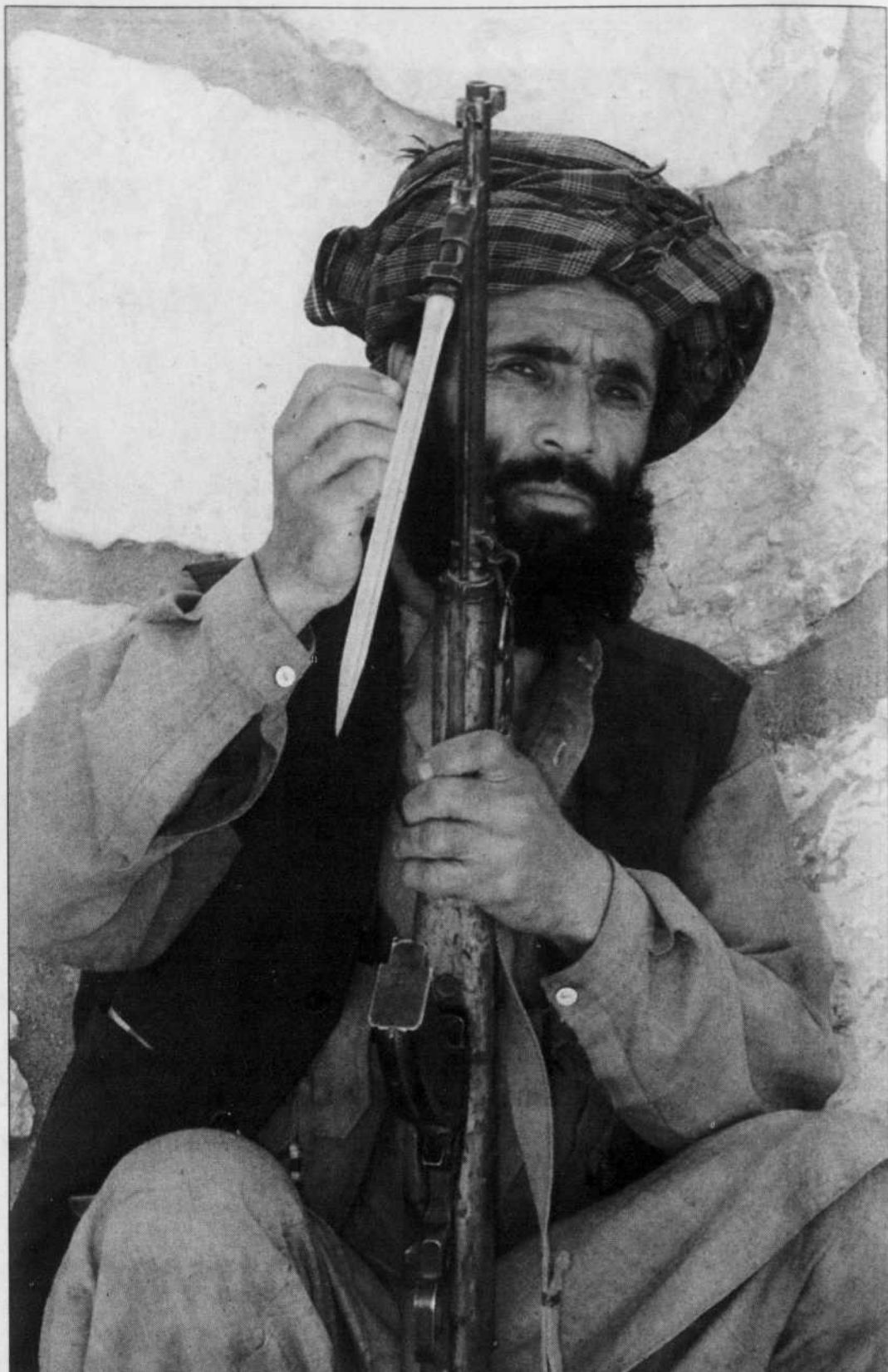
«C'est une excellente surprise, se réjouit un expert des Nations unies. Nous pensions au contraire que la présence de militaires étrangers en terre afghane allait attirer des milliers de djihadistes, prêts à se battre contre les infidèles.» Engagé secrètement depuis octobre 2003, le dialogue entre le nouveau régime et les talibans commence à porter ses fruits. Les premières rencontres entre le président Hamid Karzaï — à l'époque chef de l'administration intérimaire — et les rebelles remontent à octobre 2003, quand les Américains avaient remis en liberté le mollah Wakil Ahmad Muttawakil, ancien ministre des Affaires étrangères du régime déchu. Emprisonné depuis 2001, le mollah s'est soumis au gouvernement, qui l'a envoyé dans les zones de guérilla talibane comme médiateur afin de rallier les combattants en leur offrant une amnistie. Mollahs et chefs de tribus ont progressivement été intégrés à ce processus.

«Sur les 1500 combattants talibans encore actifs, nous nous attendons à ce que plus de 300 d'entre eux se rendent dans les semaines à venir. C'est véritablement la fin du mouvement taliban», affirme Ramatullah Mansour, qui travaille avec Ghazi Nawaz. Coiffé d'un long turban aux bords argentés, la barbe bien taillée, cet élégant père de famille a été lui aussi taliban «pendant dix ans». «À l'époque, les moudjahidines [combattants contre l'occupation soviétique] passaient leur temps à s'entre-tuer. Il fallait mettre un terme à tout ça. Nous avons vu ce que les talibans faisaient à Kandahar, et nous nous sommes dit qu'il était temps d'imposer les mêmes lois à Khost. Personne n'était capable d'arrêter la guerre civile. Eux ont réussi», explique-t-il.

«C'était devenu trop difficile»

Mansour se sait menacé. «On m'en veut dans les deux camps. Des moudjahidines refusent la réconciliation et affirment vouloir se battre jusqu'au bout contre les talibans. Et ceux qui restent proches du mollah Omar [chef des talibans] contestent eux aussi ce processus», reconnaît-il avant d'ajouter: «Moi, j'en avais assez. Je n'y croyais plus. Et puis, c'était devenu trop difficile. Lorsque nous faisons un pas en Afghanistan, les GI's nous tombaient dessus avec leurs hélicoptères. Ma femme aussi était fatiguée de devoir passer de village en village au Pakistan pour fuir à chaque offensive des militaires pakistanais.»

Les autorités pakistanaïses, qui avaient soutenu les talibans pendant près de dix ans, ont en effet cessé de les aider. Sous l'impulsion du président Pervez Musharraf, aiguillonné par Bush, les forces d'Islamabad ont lancé, début 2004, une vaste offensive contre les zones tribales autonomes, le long de la frontière afghane. Bilan officiel: près de 600 tués et de nombreuses arrestations. La semaine dernière encore, le président afghan Karzaï s'est rendu à Islamabad pour mettre en place les dernières opérations conjointes avec les forces pakistanaïses et en finir



SHAMIL ZHUMATOV REUTERS

Réfugiés au Pakistan depuis l'intervention américaine qui a renversé leur régime, les talibans, aujourd'hui fatigués, de moins en moins nombreux, seraient prêts à déposer les armes et à retourner dans leurs villages.

avec les talibans. Les hommes du mollah Omar, qui ont perdu leur sanctuaire au Pakistan mais refusent toujours le processus de réconciliation, ont promis de reprendre leurs offensives contre l'Afghanistan. Ainsi, la semaine dernière, à Kaboul, deux véhicules ont été touchés par l'explosion d'une bombe cachée dans un chariot de fruits; quatre personnes ont été blessées. Pourtant, à Khost, les soldats américains sont plus tranquilles qu'il y a un an. Ils parlent désormais à la population et ne braquent plus systématiquement leurs armes sur les Afghans. Ils font du travail humanitaire, aident à la reconstruction des écoles, des puits ou des dispensaires.

Travail de mémoire

Pour Nader Nadery, porte-parole de la Commission afghane des droits de l'homme, cette réconciliation nationale soulève néanmoins encore de nombreux problèmes: «Avant de proposer l'amnistie, le gouvernement aurait dû mettre en place une structure capable de déterminer le degré d'implication de chacun

des talibans dans les crimes qui leur sont reprochés.» Il souhaite la création d'une commission vérité et réconciliation, comme en Afrique du Sud aux lendemains de l'apartheid. «Il est grand temps d'entreprendre un travail de mémoire. Et pas seulement avec les anciens talibans mais avec d'autres, les anciens moudjahidines, par exemple. Comment peut-on imaginer des victimes croisant tous les jours leurs anciens geôliers?», insiste-t-il.

Mais pour les chefs de tribus et les mollahs participant au processus, le travail le plus urgent consiste à désarmer et réintégrer les combattants talibans. Les derniers d'entre eux ne seraient plus que des seconds couteaux, à bout de souffle et peu convaincus de l'issue d'une lutte sans merci contre les autorités. «Les combattants les plus radicaux ont déjà quitté la région», affirme Ramatullah Mansour. «Après avoir fui l'Afghanistan pour le Pakistan, ils sont partis vers l'Irak ou d'autres pays.»

Libération

Au Tchad, la charia à coups de bâton pour des enfants

STÉPHANIE BRAQUEHAIS

N'Djamena — Un jeune homme s'avance vers le marabout, unealebasse en fer remplie de l'eau du puits. Il rejoint ensuite les autres adolescents, allongés sur des nattes au fond de la cour, en train de psalmodier des versets du Coran. Sa démarche est vacillante. Au bout de ses jambes fluettes, une chaîne relie ses deux chevilles, chacune entourée d'un cercle de fer rouillé.

Ce jeune «récalcitrant» a été placé là par ses parents il y a un an. En échange de quelques contributions en nourriture, le marabout et une vingtaine de «professeurs» assurent la formation de plus de 2000 jeunes, âgés de 10 à 30 ans, dans un quartier du centre de N'Djamena, la capitale du Tchad. Une «formation» qui consiste à apprendre le Coran par cœur et à faire la manche dans les rues lorsqu'il n'y a pas de nourriture.

À la différence des écoles coraniques, ces centres, qui se multiplient depuis quelques années, visent à «redresser» les enfants désobéissants, confiés par des parents dépassés ou indifférents. Les bastonnades, coups de fouet et gifles font partie de la «pédagogie», au quotidien. «Si vous souhaitez qu'on se charge de votre enfant, il faut s'attendre à ce qu'il subisse de durs traitements. Certains ont perdu la vie ici», explique placidement le cheikh, responsable du centre. «Il faut vous en remettre à Dieu, qui seul décidera de son sort.»

Ici, les femmes, regardées avec méfiance, ne sont pas les bienvenues. Tout étranger qui n'est pas annoncé est difficilement. La prolifération de ces centres correspond à une influence grandissante de l'islam soudanais, nettement plus radical et rigoriste, et à une montée de l'intégrisme au Tchad qui s'illustre notamment par la multiplication des femmes entièrement voilées.

«L'intégrisme pousse sur un terreau favorable au Tchad», explique Félicien Ntakiyimana, un Rwandais responsable de la protection de l'enfance pour l'UNICEF à N'Djamena. «Le pays a un des taux de développement humain les plus faibles du monde. La dégradation du niveau de vie incite les parents à se débarrasser de leurs enfants. En 2002, lorsque nous avons commencé à prendre conscience du phénomène, l'équipe de l'UNICEF n'a pas été autorisée à pénétrer dans les locaux. Nous n'avons pas d'informations exactes sur le nombre de ces centres.»

Pas de chiffres, et guère de moyens de savoir quel est le contenu exact de l'apprentissage. Les manuels utilisés proviennent de dons libyens ou saoudiens, mais l'origine des financements reste floue. «Certes, les parents font des dons en nature, mais cela ne peut suffire à faire vivre autant de personnes», estime-t-il. Le seul moyen qu'a trouvé l'organisme onusien pour approcher ces

centres et contrôler ce qui se passe à l'intérieur a été de proposer des aides financières.

Analphabètes

«Il y a un an, nous avons effectué une visite impromptue pour vérifier si les cours avaient bien lieu», explique Oyal Adoum Ngarassar, secrétaire générale adjointe au ministère de l'Action sociale et de la Famille. «Au départ, le surveillant refusait de nous laisser entrer, puis il nous a montré une salle de classe pleine de poussière. Lorsque nous avons réclamé le registre des élèves inscrits au cours, nous n'avons jamais obtenu de réponse. Les enfants sont tout juste capables de griffonner quelques mots en arabe après plusieurs années. La seule issue pour ceux qui ne sortent pas trop abîmés est de devenir marabouts à leur tour.»

Le cheikh Ali Ahmad Taha, de la grande mosquée de N'Djamena, n'approuve pas de telles pratiques. «Mais nous n'avons pas le pouvoir d'imposer quoi que ce soit, la responsabilité en revient à l'Etat», explique-t-il. Pourtant, aucune loi n'existe qui permettrait à l'Etat de contrôler ce phénomène. Les enfants tchadiens n'ont pas fini d'être «redressés».

Libération

À la différence des écoles coraniques, ces centres visent à «redresser» les fautifs

PERSPECTIVES



Dès l'annonce de l'aggravation de l'état de santé du pape Jean-Paul II, la semaine dernière, les médias du monde entier ont accordé une couverture en direct à l'événement, consacrant des heures d'antenne et des dizaines de pages de journaux à l'agonie du pontife.

Décès de Jean-Paul II: une ferveur médiatique déséquilibrée

PAUL CAUCHON

Dans les conversations privées, le nombre de citoyens excédés devant la «couverture papale» des médias croît sans cesse. Un tel déferlement d'images, de reportages, d'articles et de numéros spéciaux de magazines atteint un sommet inégalé. Les cyniques feront remarquer que la commission Gomery a heureusement repris la diffusion publique de ses travaux pour qu'ils puissent se changer les idées.

Les médias en ont-ils trop fait depuis une semaine? À l'ère des chaînes d'information continue, de la concurrence effrénée entre les médias et de la multiplication exponentielle des sources d'information sur Internet, la notion de «trop» n'a plus vraiment de sens. Les médias en feront toujours «trop» dès qu'un événement captera l'attention mondiale, ne serait-ce que par mimétisme, histoire de nourrir un système médiatique à la voracité sans limites.

La question consisterait plutôt à se demander si ce «trop» contient assez d'équilibre pour satisfaire tout le monde. Sur ce dernier point, le déséquilibre est impressionnant entre la sanctification médiatique de Jean-Paul II et l'état véritable de la pratique de la religion catholique, particulièrement au Québec.

En effet, un tel déferlement se produit alors que le nombre de prêtres diminue sans cesse, que les églises sont transformées en condos et qu'un sondage Léger Marketing publié dans *Le Devoir* à la mi-février indiquait que les trois quarts des parents québécois veulent que l'école soit entièrement laïque et dépourvue de tout enseignement religieux.

Pour être fidèle à cette réalité, les médias auraient donc dû présenter la mort du pape de façon plus sobre. Mais visiblement, avant de célébrer la disparition du chef d'une Église catholique en déclin chez nous, nos médias ont d'abord célébré une figure politique et médiatique, de même qu'un chef spirituel dans le sens très général du mot, comme s'il s'agissait du symbole international de la spiritualité (alors

que Jean-Paul II, s'il fut un grand apôtre de l'œcuménisme, fut d'abord le chef d'une structure qui a ses règles propres, l'Église catholique, une structure qui interdit aussi la contraception, qui ne veut pas que les femmes soient prêtres et qui condamne l'homosexualité).

Chez nos voisins américains, la chroniqueuse Virginia Heffernan, du *New York Times*, écrivait cette semaine que la télévision américaine a toujours préféré voir en Jean-Paul II un homme politique ou une célébrité plutôt que de le considérer sous l'angle religieux. Elle faisait remarquer qu'au cours des derniers jours, Jean-Paul II a été présenté à la fois comme un athlète, un acteur, un ennemi du totalitarisme, un globe-trotteur, un polyglotte, un pacifiste, un œcuméniste et même une star du rock!

Nos médias ont d'abord célébré une figure politique et médiatique

La fin de semaine dernière a été particulièrement éprouvante pour l'esprit critique. Selon certains calculs, TVA a offert 35 heures d'émissions spéciales alors que Radio-Canada en a diffusé 55. Cité par *Le Journal de Montréal*, le présentateur Pierre Bruneau justifiait mardi l'ampleur de la couverture médiatique par le fait «qu'on n'abandonne pas un mourant que nous avons décidé de veiller». Et la décision de veiller le mourant à ce point, était-elle justifiée? Constatant l'ampleur de la couverture médiatique vendredi dernier, on frémissait à l'idée qu'une telle agonie se prolonge une semaine.

Les journaux n'ont pas donné leur place, *La Presse* se distinguant particulièrement en la matière avec 40 pages samedi dernier, autant le lendemain ainsi qu'un cahier spécial de 76 pages sur papier glacé, mis en vente dimanche dans les kiosques à 100 000 exemplaires.

Rappelons que lundi, *Le Devoir* consacrait la quasi-totalité du premier de ses deux cahiers quotidiens à la mort du pape.

Une spécialiste de Cossette Media interviewée hier sur le site Internet d'Info Presse expliquait que selon les données préliminaires d'écoute, si les chaînes spécialisées RDI et LCN auraient par moments quadruplé leur auditoire, toute cette déferlante ne semble pas avoir haus-

sé l'écoute des chaînes généralistes. La donnée la plus significative qu'on possède est la suivante: samedi soir dernier, au moment du décès du pape, l'émission qui a recueilli le plus d'auditoire au Québec a été le film présenté à TQS alors que tous les autres réseaux présentaient des émissions commémoratives.

Il y a quelques jours, un organisme américain spécialisé, Global Language Monitor, a calculé que le décès de Jean-Paul II avait donné lieu à 45 000 articles d'actualité majeurs sur Internet en 48 heures et que ce décès a été mentionné plus de 4,4 millions de fois pendant sur Internet au cours de ces deux jours. Selon le même organisme, les attaques terroristes du 11 septembre 2001 avaient suscité trois fois moins d'articles d'actualité sur Internet au cours des 48 heures qui avaient suivi le drame.

Peut-être que ce chiffre époustouflant prouve seulement qu'Internet est plus développé et plus répandu qu'il y a trois ans. Mais on ne peut s'empêcher d'y voir un formidable effet d'entraînement autour d'une figure sur laquelle on pouvait projeter le grand fantasme de la paix mondiale, au-delà des habituelles crispations politiques, en occultant la plupart du temps le fait que cette figure était à la tête d'une institution qui, sous certains aspects, fonctionne encore comme au Moyen Âge.

Sur le site Internet du journal *Le Monde* cette semaine, un sondage réalisé auprès des lecteurs nous donnait une petite indication de leur épuisement. Mercredi, 60 % des internautes trouvaient que les médias présentaient le pontificat de façon trop élogieuse. Le lendemain, un autre sondage, réalisé auprès de 13 200 internautes, se demandait ce que représentait véritablement le rassemblement de millions de pèlerins sur la place Saint-Pierre. Les internautes étaient 20 % à répondre qu'il s'agissait d'une véritable ferveur religieuse alors que 34 % soutenaient qu'il s'agissait d'un hommage à un personnage historique et que 38 % défendaient l'idée que cet hommage sans précédent représentait «une personnalisation qui a peu à voir avec la religion».

Le Devoir

GOUVERNEMENT

SUITE DE LA PAGE B 1

Les conservateurs sont catégoriques: il n'est pas question de laisser le Bloc prendre l'initiative. D'abord parce que le PC veut s'en dissocier afin d'éviter de se faire accuser de complicité avec des «séparatistes». Ensuite parce que le parti de Stephen Harper a besoin de temps, tout comme le NPD, pour prendre le pouls de la population.

À l'extérieur du Québec, le scandale des commandites n'a pas eu le même impact, du moins avant la divulgation du témoignage de M. Brault. Celui-ci a toutefois eu un écho important, et plus vite l'indignation montera dans le reste du pays, plus vite le risque d'élections précipitées augmentera. Mais pour les conservateurs, cela doit se traduire par des gains suffisants, donc en Ontario, pour prendre le pouvoir.

Preuve que la pression monte cependant, le chef néo-démocrate Jack Layton a ouvert la porte à des élections anticipées. Lui qui souhaitait en début de semaine que les élections n'aient lieu qu'après le dépôt du rapport Gomery avouait jeudi qu'il sera «peut-être impossible d'attendre jusque-là».

L'unité nationale, dont le camp Chrétien s'était servi pour défendre le programme des commandites, s'impose aussi dans le débat, aux dépens des libéraux. Des chroniqueurs et universitaires du Canada

anglais affirment que le scandale a eu un effet déléter sur le fédéralisme. Néo-démocrates et conservateurs le répètent. «Il est important pour les Canadiens de comprendre que ce n'est pas un scandale du Québec. C'est un scandale du Parti libéral qui s'est produit au Québec. Le Parti libéral tente d'enrouler la corruption dans le drapeau canadien. Ce qu'il a fait en vérité a été de souiller le drapeau canadien à cause de la corruption libérale. Le résultat destructeur est une menace séparatiste qui met l'unité nationale en péril», a affirmé le chef conservateur adjoint Peter MacKay jeudi.

Pris dans la tourmente, sans contrôle sur la suite des événements, les libéraux essaient de colmater quelques-unes des brèches qui menacent la survie de leur gouvernement. Ils ont commencé cette semaine en cédant devant les conservateurs, qui exigeaient que le projet de loi budgétaire soit délesté d'un amendement controversé à la Loi sur la protection de l'environnement. Le PC menaçait sinon de défaire le budget, ce qui provoquerait la chute du gouvernement.

La réponse est venue dès mardi dernier, alors que les échos du témoignage de Jean Brault alimentaient déjà les rumeurs d'élections. Si le comité responsable de l'étude du projet de loi budgétaire retire cette portion sur l'environnement, le gouvernement ne cherchera pas à la réintroduire, a indiqué sans dé-

tour le leader parlementaire libéral Tony Valeri.

L'autre casse-tête libéral est venu de l'Ontario. Depuis des semaines, le premier ministre ontarien Dalton McGuinty se plaint du déséquilibre fiscal et de ses effets sur sa province. Les libéraux fédéraux nient l'existence d'un tel déséquilibre, ce qui donne lieu à un dialogue de sourds entre les deux gouvernements libéraux.

Frustré, M. McGuinty a invité les politiciens de toutes les allégeances à se joindre à sa croisade. Les libéraux fédéraux n'ont pas répondu, mais les conservateurs de Stephen Harper ont tendu une oreille attentive. Or c'est en Ontario que se joueront les prochaines élections entre libéraux et conservateurs. Dans le contexte actuel, les troupes de Paul Martin ne peuvent pas se permettre de perdre un seul allié. Cette crainte a eu son effet, faut-il croire, puisque le premier ministre Paul Martin a informé son caucus mercredi qu'il comptait rencontrer son homologue ontarien pour discuter de ses griefs.

Les libéraux ont besoin de tous les amis qu'il leur reste, mais c'est de la confiance du public qu'ils ne peuvent pas se passer. La tornade Brault a sérieusement ébranlé l'édifice. On saura sous peu si les dommages sont irréparables.

Le Devoir



Gil Courtemanche

Un grand pape pour son Église

Aux morts qu'on ne connaît pas personnellement, on ne doit que le respect. Le respect pour leur agonie, le respect pour leur disparition. Voilà un être humain de moins sur la Terre. Quand c'est une personne connue, puissante ou influente qui meurt, on doit bien sûr souligner la perte (s'il en est une), la perte pour l'organisation qu'elle dirigeait, le pays, la famille, les fans. La mort n'est pas le temps des règlements de comptes avec celui qui part, ni celui du mensonge admiratif. La mort ne doit surtout pas servir de prétexte à un délire médiatique admiratif et glorifiant qui travestit à la fois la personne et les faits. Les morts, même les plus orgueilleux, ne demandent pas qu'on mente en leur nom.

C'est pourtant ce que Radio-Canada a fait durant une semaine, attachant son besoin de cotes d'écoute à l'agonie puis à la mort de Jean-Paul II, toutes deux si habilement mises en scène et exploitées par le Vatican. Des heures et des heures de commentaires, des heures d'images inutiles, des jours de télévision sans aucun objet, sinon que de participer à une sorte de publiportage destiné à transformer un pape ultraconservateur en visionnaire et une Église à la dérive en phare de l'humanité.

Ce fut un homme fascinant. Il faut le dire. Jeune, il écrivait de la poésie et du théâtre. Il s'adonnait aux sports les plus périlleux. Il parlait toutes les langues de la planète. Il embrassait le sol des pays où il atterissait, même les sols les plus pauvres. Il rapprochait les religions, s'excusait auprès des Juifs. Quel personnage. Effectivement.

J'ai rencontré le pape au Rwanda, dans la ville de Ruhengiri. Une femme agonisait sur un matelas mitonné posé devant sa propre maison dont elle avait été expulsée par ses fils. Elle était sidatique, faute d'avoir eu recours à un condom. Elle égrenait un chapelet et marmonnait des *Ave Maria* entre deux crachats de tuberculeuse. Deux petites religieuses rwandaises la consolait de sa mort à venir. Son visage était une ruine, et Jésus se serait précipité vers elle pour lui demander pardon de ne pas avoir été là pour lui donner un condom. Mais Jésus était absent. Le pape était passé au Rwanda quelques mois plus tôt. Il avait expliqué au nom de Jésus que le condom était une œuvre du diable. Il avait aussi dit que les femmes violées ne peuvent pas avorter. Il avait aussi expliqué qu'il fallait lutter contre la pauvreté mais que ceux qui contrôlaient les naissances souffriraient éternellement en enfer. Je cherchais Jésus, le Fils de Dieu, dans toutes ces paroles, ces ordonnances, ces règles, ces encycliques, mais je ne le trouvais pas. Je ne découvrais, n'entendais que le dogme que martelait cet homme si sympathique qui trouvait normal que des humains meurent pour que soit assurée la pérennité du dogme inventé par son Église.

J'ai laissé la dame mourir sans caméra et suis retourné à la clinique de prévention du sida, qui était animée par un père blanc belge. Il distribuait des condoms sans égard aux admonestations papales. A la blague, je lui ai dit qu'il était un grand pécheur. Il n'a même pas sourcillé et m'a calmement répondu avec un léger sourire qui m'habitait encore: «Je préfère mourir avec les pécheurs que de ne pas être humain.» Entre l'enfer et Jean-Paul II, il avait choisi l'enfer.

Un correspondant de Radio-Canada lui a même attribué la chute du mur de Berlin. Oui, le pape a lutté contre le communisme. C'est normal, il était catholique. Mais ce sont des gens ordinaires, des millions d'entre eux, des protestants, des juifs, des athées, qui ont dit non au totalitarisme soviétique et qui sont descendus dans les rues. Mais à la même époque, ce pape écartait et menaçait d'excommunication tous les théologiens réformistes, les prêtres qui luttait contre les dictatures soutenues par l'Opus Dei, son bataillon chéri. Il taçait M^r Romero et tous les autres qui s'opposaient aux régimes catholiques et oppressifs de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale. A la même époque, quand Rome dénonçait les abus du communisme, Rome priait avec Augusto Pinochet.

On n'a pas cessé de nous rappeler durant ces dix jours sa lutte incessante pour les droits de l'homme. Oui, en théorie, son discours a toujours été généreux, inclusif et empreint de sollicitude pour les faibles et les démunis. Mais quel silence sur les droits des femmes! Dans les pays pauvres, c'est l'anathème contre le contrôle des naissances et tous les moyens de contraception qui condamne des millions de femmes à la pauvreté. En 1989, les Polonaises jouissaient de droits relatifs à l'avortement qui étaient à l'avant-garde de l'Europe. Depuis que la liberté leur est tombée dessus, les femmes polonaises ont vu l'Église imposer l'adoption de lois si restrictives que la Pologne se retrouve maintenant en queue de peloton dans ce domaine en Europe. Et je ne parle pas de la moitié de l'humanité, qui ne jouit d'aucun droit dans cette Église où les femmes sont des fidèles de seconde classe, juste bonnes à laver les burettes et à ranger les chasubles et les mitres.

Oui, les commentateurs ont raison. Ce fut un grand pape, un grand pape pour son Église. Comme on dit dans les pages financières, il a redressé la situation de son organisation, il a amélioré son image de marque et accru sa visibilité. Pour cela, pour cette détermination, il faut admirer son bilan. Pour le reste, il faut bien reconnaître qu'il a érigé une Église complètement coupée de la vie et de la douleur quotidienne de ses fidèles.



DAMIR SAGOLJ REUTERS

Jean-Paul II, en voyage en Croatie en 2003.

É D I T O R I A L

La petite cause

Les révélations de Jean Brault devant la commission Gomery ébranlent le Parti libéral du Canada et jettent de l'huile sur les braises de cynisme qui couvent dans la population. Lors de son passage devant la commission, l'ex-premier ministre Jean Chrétien avait affirmé qu'il ignorait tout des malversations à l'origine des travaux de la commission, que sa seule préoccupation du temps où il dirigeait le gouvernement était l'unité du pays. À la lumière des témoignages entendus à ce jour, il saute aux yeux que M. Chrétien ne pouvait pas ignorer les pratiques de financement auxquelles avaient recours des amis aussi proches que Jacques Corribeau.

A

u cours de son témoignage devant la commission, l'ex-proprétaire de Groupaction, Jean Brault, a expliqué que des hauts dirigeants du Parti libéral du Canada lui avaient demandé à plusieurs reprises de contribuer au financement du parti. En réaction à ces accusations, jeudi, le lieutenant politique du PLC au Québec, Jean Lapierre, a défendu son parti en soulignant qu'aucune trace de cet argent n'avait été trouvée dans les livres du parti et qu'il pouvait s'agir d'actes commis par un petit groupe parallèle dont certains membres avaient pu empocher cet argent.

Peut-être, mais l'hypothèse est peu plausible. Le scénario le plus convaincant est celui qui veut que cet argent ait été dépensé au noir pour «la cause», selon les termes de Jacques Corribeau, ami de l'ex-premier ministre Chrétien, tels que rapportés par Jean Brault.

Cette cause qui justifiait le recours à des procédés illégaux, était-ce bien l'unité nationale, comme M. Chrétien l'a si souvent répété?

Pas du tout. Cette cause, c'était la réélection du Parti libéral du Canada longtemps après le référendum de 1995. En fait, si le programme des commandites avait pour but d'accroître la visibilité du fédéral au Québec dans la foulée du référendum, les témoignages entendus devant la commission Gomery permettent de conclure qu'il a été radicalement détourné au profit de la petite politique des députés libéraux et de leur premier ministre, Jean Chrétien. Ainsi, dès 1998, à peu près plus personne au gouvernement fédéral ne s'intéressait au contenu même de ce programme et au sérieux des projets commandités, pas plus d'ailleurs qu'à l'authenticité des factures présentées par les agences responsables alors que l'argent continuait de couler à flots. En revanche, ils étaient quelques-uns, au parti et au gouvernement, à connaître le fonctionnement du système et à savoir s'en servir à leurs fins.

Est-il possible que le premier ministre Chrétien ou son ministre responsable, Alfonso Gagliano, n'aient rien su, comme ils l'ont affirmé devant la commission? Encore là, peut-être, mais ce n'est pas le scénario le plus plausible, tant s'en faut.

Lors de son passage devant la commission, l'ex-premier ministre Chrétien avait reconnu que Jacques Corribeau était un de ses très bons amis. Comment ce M. Corribeau, un imprimeur qui ne fait partie ni du gouvernement, ni de la fonction publique, peut-il être devenu aussi influent dans ce gouvernement?

Comme par hasard, M. Corribeau est aussi celui qui aurait passé les commandes de financement les plus élevées au président de Groupaction tout en lui facturant, à titre d'imprimeur, des sommes importantes pour des travaux qui n'ont jamais été accomplis. Et tout cela au profit du PLC, a soutenu Jean Brault.

Un autre personnage clé qu'il valait mieux avoir parmi ses connaissances pour décrocher des contrats de publicité, Michel Béliveau, directeur général du PLC, était aussi l'organisateur de Jean Chrétien dans son comté de Shawinigan. Hier, devant la commission, un ex-employé de Groupaction, Alain Renaud, a affirmé qu'à la fin des années 90, il n'y avait rien comme faire affaire avec cet homme et avec Jacques Corribeau pour faire avancer un dossier.

Aujourd'hui, qui peut croire Jean Chrétien lorsqu'il prétend n'avoir jamais discuté de commandites ou de financement avec ces individus? Pour toute personne qui connaît un peu le milieu politique, il devient de plus en plus évident à la lumière des témoignages entendus devant la commission Gomery que si l'ex-premier ministre n'a pas lui-même touché à l'argent sale recueilli par ses amis et proches collaborateurs au sein du Parti libéral du Canada, il en a sûrement senti l'odeur.

j-rsanfacon@ledevoir.ca

Jean-Robert Sansfaçon

« Commandites-vous »... une solution ?

Même au niveau municipal, il y a des retours d'ascenseur. «Finance-moi, appuie-moi lors de mon élection ou de ma réélection, et tu auras les contrats municipaux et tes projets de développement passeront...»

C'est probablement comme ça à tous les niveaux politiques, municipal, provincial, fédéral et, pourquoi pas, même scolaire.

La seule façon d'y remédier, c'est d'avoir des vérificateurs indépendants et bien payés qui, lorsqu'ils trouvent des choses louches, peuvent déclencher des enquêtes publiques (de vraies enquêtes suivies par les médias) qui peuvent finir en poursuites au criminel.

Ça coûterait trop cher? Je crois que ça se paierait tout seul.

La peur d'être pris éviterait 90 % des magouilles. Les règles seraient peut-être un peu plus respectées. Il ne resterait qu'à vérifier si les vérificateurs ne reçoivent pas des pots-de-levin pour fermer les yeux... Mais ça, c'est un autre débat.

Lucien Choquette
Sherbrooke, le 7 avril 2005

Les corneilles à Martin ou les vautours...

En 2002, les vautours l'ont emporté en essayant d'étouffer ou de détourner l'attention pancanadienne nationale du scandale des commandites. Aujourd'hui, même scénario. Le Parti québécois est visé par la bande pour camoufler les chicanes internes du PLC et éviter la prison aux vrais responsables, soit tous les ministres fédéraux liés à ce programme.

En politique démocratique, ce n'est pas la fin qui justifie les moyens, c'est plutôt l'inverse qui peut établir un bien commun ou une fin commune. Le financement des partis poli-

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



REPRISE DU 12 FÉVRIER 2005

L E T T R E S

« Commandites-vous »... une solution ?

Même au niveau municipal, il y a des retours d'ascenseur. «Finance-moi, appuie-moi lors de mon élection ou de ma réélection, et tu auras les contrats municipaux et tes projets de développement passeront...»

C'est probablement comme ça à tous les niveaux politiques, municipal, provincial, fédéral et, pourquoi pas, même scolaire.

La seule façon d'y remédier, c'est d'avoir des vérificateurs indépendants et bien payés qui, lorsqu'ils trouvent des choses louches, peuvent déclencher des enquêtes publiques (de vraies enquêtes suivies par les médias) qui peuvent finir en poursuites au criminel.

Ça coûterait trop cher? Je crois que ça se paierait tout seul.

La peur d'être pris éviterait 90 % des magouilles. Les règles seraient peut-être un peu plus respectées. Il ne resterait qu'à vérifier si les vérificateurs ne reçoivent pas des pots-de-levin pour fermer les yeux... Mais ça, c'est un autre débat.

Lucien Choquette
Sherbrooke, le 7 avril 2005

Les corneilles à Martin ou les vautours...

En 2002, les vautours l'ont emporté en essayant d'étouffer ou de détourner l'attention pancanadienne nationale du scandale des commandites. Aujourd'hui, même scénario. Le Parti québécois est visé par la bande pour camoufler les chicanes internes du PLC et éviter la prison aux vrais responsables, soit tous les ministres fédéraux liés à ce programme.

En politique démocratique, ce n'est pas la fin qui justifie les moyens, c'est plutôt l'inverse qui peut établir un bien commun ou une fin commune. Le financement des partis poli-

tiques, dont René Lévesque a été le précurseur, en représente les moyens adéquats. Si, au Parti québécois, on n'a pas de respect pour l'héritage de son fondateur, le président d'élections doit intervenir. Voilà pour le camouflage.

Retournons à 2002 où, pour la première fois, le scandale s'annonçait. Le témoignage de Jean Brault éclaire maintenant les vrais enjeux et le timing politique. Les menaces mafieuses nous font comprendre comment certains individus ou lieutenants du Parti libéral fédéral ont vendu la mèche auprès du Bloc tout en visant le PQ (affaire Bérard et son Oxygène) et ainsi ébranlé le résultat des élections de 2003 au Québec.

Au fédéral, Paul Martin s'est retiré du cabinet à ce moment, soit à cause du genre de menace du groupe Chrétien, soit, surtout, pour préparer un retour vierge (comme dans «vierge offensée») à la direction du Parti libéral fédéral. Le timing est là pour expliquer toutes ces stratégies et les tractations sous-jacentes.

Jacques Parizeau avait raison: l'argent (sale) et la coercition ont dérobé le Québec des résultats prévisibles du référendum de 1995. Malgré les écrans de fumée en cours, jamais le Québec (et non pas le PQ) ne pourra pardonner aux fédéraux ce vol historique.

Louis Gravel
Dernier leader du Parti nationaliste
(qui a précédé le Bloc au fédéral)
Gatineau, le 6 avril 2005

L'argent sale...

À l'image d'un gryuère, les lois sur le financement des partis politiques sont pleines de trous. L'esprit même des lois est saboté. De façon délibérée, le législateur les a faites ainsi pour mieux les contourner. Chien de garde de ces lois, le DGEQ est né d'une loi qui lui confère des pouvoirs d'enquête... limités.

À la recommandation de ses avocats, un intervenant qui refuse de répondre à un enquêteur verra le dossier se fermer automatique-

ment. Dans le dossier de l'argent sale, l'odieuse consiste à contraindre insidieusement les chefs d'entreprise à financer indirectement les partis sous peine d'être oubliés par les services d'approvisionnement. Chantage déguisé, aussi immoral que généralisé. Les donateurs, forcés ou volontaires, se remboursent par les contrats obtenus en gonflant artificiellement les factures. Les coûts de construction du métro à Laval n'ont pas fini de grimper...

Rien d'étrange à ce qu'il n'y ait jamais de projets clés en main dans le secteur public. À Montréal, si des mesures étaient prises pour contrer la mafia politique légalisée et éliminer les travaux de voirie inutiles, le compte de taxes des contribuables baisserait d'au moins 5 %.

Les dons anonymes sont la suprême aberration autorisée par les lois sur le financement des partis. Ils lient les partis aux donateurs faussement anonymes qui dicent aux politiciens redevables la conduite à suivre. Et c'est ainsi que les citoyens perdent toute emprise sur l'avenir et leurs milieux. Mais je garde espoir, n'ayez pas peur...

Michel Bédard
Chef du Parti Éléphant blanc de Montréal
Montréal, le 7 avril 2005

Enfin, la vérité sur Jean-Paul II

Enfin, quelqu'un qui ose dire la vérité à propos de Jean-Paul II, qu'on n'en finit plus d'écouter. Il y a tout de même matière à réflexion dans cette entreprise de sanctification hâtive et dans le spectacle d'une foule en larmes devant un homme dont la dangereuse intransigence — et je pèse mes mots — semblait être la marque de commerce. Merci, Mme Pedneault, pour ce texte malheureusement perdu dans une apothéose hagiographique déplacée.

Cécile Tardif
Montréal, le 8 avril 2005

REVUE DE PRESSE

Libérez-nous des libéraux, version ROC

Antoine Robitaille

«**B**ottez-leur le derrière pour les chasser du pouvoir», écrivait de manière viscérale le *Calgary Sun* hier, en éditorial, commentant le «Brault Show». Bref, c'est *Libérez-nous des libéraux*, version ROC (Rest of Canada).

«**D**étruisez-les: voilà notre conseil au chef du Parti conservateur, Stephen Harper», écrivait le *Sun*, enragé comme jamais. «**F**aites tomber ce gouvernement minoritaire corrompu et envoyez le Canada en élections, ce qui résultera en un anéantissement électoral des libéraux par les Canadiens en colère. Et ce sera bien mérité.» Toute la semaine, pourtant, les deux *Sun* de l'Alberta (de Calgary et d'Edmonton) avaient prôné la patience aux conservateurs, leur demandant d'attendre la fin de l'ordonnance de non-publication avant de défier les libéraux. «**M**ais là, l'interdit a été levé... et les libéraux aussi, bientôt, leveront les pattes.»

À l'inverse, le *Globe and Mail*, en éditorial, recommandait hier la prudence. Même s'il a l'air très crédible et que ses propos correspondent au contenu des documents mis en preuve par la commission, Brault n'est qu'un témoin parmi plusieurs, «une des pièces du casse-tête». De plus, ce témoin est accusé au criminel et «a objectivement intérêt à faire paraître le Parti libéral sous son pire jour pour se disculper», note le *Globe*.

De toute façon, certains croient que ce n'est pas une bonne idée d'aller en élections. Alisha Sims, dans le *Medicine Hat News*, écrivait hier qu'en cas d'élection, il n'y a qu'au Québec que les libéraux seraient boudés par l'électorat. Et «**P**aul Martin fera exactement comme lors de la dernière campagne électorale: il diabolisera le Parti conservateur, il dira que ce dernier démolira le système de santé public et que, sous

son règne, les femmes coupables d'avoir pensé à l'avortement se retrouveront en prison». Et Martin reviendra au pouvoir, dit Sims.

Watergate

Reste que tout le monde dans le ROC semble avoir été pris par surprise par l'ampleur des allégations contenues dans le témoignage de l'ex-président de Groupaction, Jean Brault. Comme si, la semaine durant, on n'avait pas vraiment cru les informations révélées par les blogues américains. D'où l'énorme «**B**ombshell» (bombe) qui couvrait plusieurs journaux hier, dont le *National Post*, qui consacrait l'ensemble de sa page couverture à une citation de Brault.

C'est «**m**ille fois pire que ce qu'on croyait», a écrit le *Edmonton Sun*. «**S**eul John Grisham [l'auteur de *La firme*] aurait pu inventer une affaire du genre», a écrit John Ivison. Il s'agit du «**W**atergate du Canada», a affirmé Don Martin dans le *National Post*, évoquant le grand scandale qui a eu raison du président Richard Nixon dans les années 70. C'est «**a**ussi grave, sinon pire, que le Watergate», a renchéri John Ibbittson, hier, dans le *Globe and Mail*. James Travers, dans le *Toronto Star*, a fait la même comparaison.

Pour Ibbittson, il y a toutefois une différence entre le Watergate et le scandale des commandites. On sait, d'une part, que Nixon avait mis la main à la pâte pour empêcher que le scandale du cambriolage chez les démocrates de 1972 ne soit révélé. Mais, pour l'instant, aucune preuve n'indique que Jean Chrétien ou Paul Martin aient été directement impliqués, souligne Ibbittson. Ce dernier estime que nous avons maintenant le choix de fonder notre jugement sur «un témoignage unique» et de réclamer la tenue d'élection. Sinon, dit-il, nous ré-

servons notre jugement jusqu'à ce que les tribunaux et le juge Gomery aient tranché.

Mais certains, comme le *Toronto Sun*, ne croient pas qu'il soit nécessaire d'attendre pour se faire une idée. Il est tout simplement impossible que Jean Chrétien, comme il l'a soutenu à la commission Gomery, n'ait rien su de ce qui se manigançait autour de lui.

Car il aurait ignoré:
■ que Brault, «qui a des liens avec la famille Chrétien depuis 30 ans», a donné plus d'un million au Parti libéral dans les neuf dernières années, en retour de 40 millions de contrats;
■ que Brault a payé des milliers de dollars à la firme de Corribeau pour ne rien faire;
■ que son grand frère Gaby Chrétien a conspiré avec Brault pour faire de fausses factures;
■ que sa nièce, qui avait déjà travaillé pour Corribeau, a aussi fait pression sur Brault pour qu'il embauche des militants libéraux.

Etc. «**C**'est tout simplement incroyable», écrit le *Sun*. Le *Globe and Mail* aussi, en éditorial, trouvait difficile de croire la version présentée par Jean Chrétien à la commission en début d'année. Après avoir rappelé «l'**a**ttitude d'irrespect» de l'ancien premier ministre, le *Globe* recommande au juge Gomery de le convoquer de nouveau. «**E**t, cette fois, M. Chrétien devrait laisser ses balles de golf à la maison.»

Séparatisme: la renaissance

La commission Gomery a-t-elle transformé Jean Chrétien en «**a**llier objectif des séparatistes»? Selon James Travers, du *Toronto Star*, c'est effectivement le cas. Et c'est une «**t**ransformation extrême». Non seulement le scandale suscite la colère des Québécois, mais, en plus, «**l**a loi sur la clarté de Chrétien pourrait s'avérer être un outil fort utile pour ceux qui veulent briser le pays». Pourquoi? Parce qu'elle procure un mode d'emploi, une procédure. Sinon,

eh bien, les libéraux seront chassés du pouvoir par les conservateurs. Et quel Canada aurons-nous alors? «**L**e modèle asymétrique» du conservateur Stephen Harper, forcé de céder devant un Duceppe puissant pour rendre la fédération encore plus décentralisée qu'elle l'est actuellement... «**o**u pire», démantelée. Bref, le contraire de ce que Chrétien souhaitait. Tout ça à cause du «**m**alin génie» des commandites, devenu incontrôlable.

«**U**n cadeau au séparatisme»: voilà ce que cette commission représente désormais, a écrit Graeme Hamilton dans le *National Post*, hier. Les allégations provoquant une telle nausée chez les Québécois que le Parti libéral du Canada pourrait, dans les prochaines élections, faire encore moins bien que les 21 sièges obtenus en 2003. La prochaine fois, il pourrait emporter tout au plus une douzaine de circonscriptions au Québec. «**E**t avec les libéraux provinciaux de Jean Charest qui croupissent dans les sondages, une victoire du Bloc ouvrirait la voie pour un autre référendum sur la souveraineté.» Au moins, les allégations de «**c**ontributions inappropriées» au Parti québécois l'ont empêché de trop pavaiser hier, dit-il.

Selon Hamilton, les Québécois sont aussi en fureur que les gens du ROC de voir l'argent des contribuables enrichir le parti au pouvoir. «**M**ais ils reprochent en plus aux libéraux d'avoir entaché la réputation de leur province avec un scandale qui donne l'impression que c'est leur culture politique qui est corrompue.» Hamilton raconte que le cynisme à l'endroit de tout ce qui relève du fédéral au Québec est tellement aigu actuellement que «**l'**apparition d'un logo du Canada à la fin d'un vidéo, lors d'une conférence universitaire, a provoqué des blagues de commandites».

arobitaille@sympatico.ca

IDÉES

IRAK



Il y a deux ans, l'une des nombreuses statues de Saddam Hussein était renversée de son socle.



Denise Bombardier

Une intense semaine

Existe-t-il une telle chose qu'un gavage d'informations? Il faut croire que oui si on se réfère au traitement médiatique de la mort de Jean-Paul II. Il y a des décès, comme celui du pape, qui sont des révélateurs extraordinaires des sociétés et des êtres. N'est-il pas incroyable que cet Occident laïcisé, où les catholiques pratiquants sont tous minoritaires, se soit enflammé de la sorte en soumettant sa population à une couverture médiatique de tous les instants?

Que représente donc ce pape, visionnaire sur le plan politique et immobiliste en matière de morale, pour justifier pareil phénomène? La culture du pape, la langue dans laquelle il s'exprime, sont à mille lieues de celles auxquelles adhèrent les Occidentaux. Notre monde moderne impose une rationalité, déraisonnable diront certains, qui exclut les références à l'au-delà, un monde qui a remplacé Dieu par des gourous locaux et qui assure le triomphe du droit individuel absolu sur l'appartenance à une institution universelle, organe définisseur de morale, telle l'Église. Mais il existe une autre institution universelle qui impose sa hiérarchie des valeurs, et c'est le système médiatique lui-même. C'est donc dire que les responsables des médias ont décrété la prédominance suprême de la mort du souverain pontife sur tout autre événement. En ce sens, la Terre a semblé s'arrêter. Alors, raison de plus pour se questionner. Qu'a donc incarné Jean-Paul II?

L'Occident a réussi le meurtre du père, c'est-à-dire qu'il a déboulonné, pour toutes les raisons du monde, la statue de l'autorité paternelle, patriarcale, machiste. La culture masculine a perdu du terrain au profit d'une culture, appelons-la féminine faute de mieux, celle qui glorifie les émotions, l'intimité et la conciliation plutôt que l'affrontement et l'épanouissement de soi au détriment de l'altruisme. Jean-Paul II décriait, proclamait, réunissait, excluait au nom du Père et en tant que Saint Père. Jean-Paul II, chef charismatique, se situe dans la tradition contemporaine des Churchill, Adenauer et de Gaulle, pour ne parler que de l'Europe. Ces hommes combattants de la liberté et définisseurs eux aussi d'une morale se sont battus sans crainte et sans remords. Jean-Paul II commandait l'admiration par ce même courage, rare de nos jours, et par la même authenticité dans ses convictions, une autre rareté en ce monde d'adaptabilité et de compromissions généralisées. Est-ce nostalgie d'un temps révolu de la part de ces foules? Est-ce émotivité médiatique que ces témoignages toutes classes sociales, toutes générations, toutes religions et toutes origines confondues? On a assisté cette semaine au retour momentané du culte de l'image du père. En effet, qu'on le veuille ou non, ils sont fort nombreux, les orphelins de père en ce début de XXI^e siècle.

La mort de Jean-Paul II, et il fallait s'y attendre, a permis aux adversaires de l'Église mais aussi à tous ceux que rebute sa doctrine morale de crier haut et fort leur indignation. Jean-Paul II est né Karol Wojtyła en 1920 en Pologne. Son conservatisme moral s'est nourri de la culture de son pays et de son époque. L'assurance avec laquelle il a toujours condamné la contraception, l'avortement, le célibat des prêtres, le divorce et l'homosexualité a blessé aussi sûrement que ses positions elles-mêmes. Celles-ci sont discutables, sauf apparemment pour le pape et son entourage romain. À preuve, la discrétion de l'Église du Québec et la tolérance d'une partie de son clergé sur ces questions. Dans l'optique papale, la sacralisation de la vie ne supporte aucune exception. On a eu le sentiment au cours de cette semaine que l'opinion mondiale appréciait chez Jean-Paul II son absence totale de volonté de plaire aux foules. En son temps, en 1940, Churchill avait dit aux Britanniques qu'il n'avait que de la sueur, du sang et des larmes à leur offrir. Le pape ne disait jamais ce que les gens voulaient entendre. La bien-pensance moderne ne l'effleurait guère. Certains incroyants le respectaient pour cela aussi.

La lamentable saga des commandites illustre l'immoralité de notre monde. Elles sont rares aujourd'hui les figures charismatiques pour qui l'argent n'est pas un veau d'or et qui réclament toute leur vie durant plus de justice sociale et plus de spiritualité. Le pape, lui, n'était pas «achetable». Et contrairement aux idéologues qui ont fini, comme Castro, par imposer leur tyrannie et mettre les poètes en prison, Jean-Paul II n'a jamais forcé personne à penser comme lui. À preuve: la majorité des catholiques occidentaux qui font fi de la morale officielle de l'Église tout en continuant de pratiquer leur religion. Jean-Paul II traçait la voie, proposait un idéal de vie qu'il tentait lui-même d'atteindre. Tous ceux qui l'ont accompagné pendant cette longue semaine éprouvaient sans doute une nostalgie pour un guide spirituel et moral, un anachronisme de nos jours.

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Nous sommes-nous trompés?

ZAKI LAIDI

Politologue au Centre d'études et de recherches internationales (Paris)

Jusqu'aux élections du 31 janvier dernier, notre jugement collectif sur la situation en Irak ne nous portait guère au doute: l'intervention américaine avait été un échec à peu près complet. Les armes de destruction massive — motif officiel de la guerre — n'avaient pas été trouvées. Quant à la transition politique, elle avait été gérée de manière doctrinaire et donc catastrophique: l'État irakien, déjà en lambeaux, s'est littéralement effondré, le libérateur s'est vite transformé en occupant, nourrissant ainsi la montée d'une résistance armée dont l'importance et la force interdiraient de la réduire à un carré de nostalgiques soutenus par des mercenaires étrangers adoués par al-Qaïda.

La communautarisation immédiate de la société irakienne dès la chute de Bagdad et la montée en puissance de la communauté chiite ont contribué à assombrir le tableau. Ainsi était planté le décor prévisible et caricatural d'une guerre confessionnelle dans laquelle l'armée américaine se serait fourvoyée.

Tout ceci fait en sorte que peu d'observateurs croyaient que les élections puissent changer quoi que ce soit à la situation, d'autant que le mode de scrutin choisi (une proportionnelle intégrale dans le cadre d'une circonscription nationale unique) était de nature à aggraver la dynamique confessionnelle et l'éclatement potentiel du pays.

Deux ans plus tard

Aujourd'hui, deux ans après la chute de Bagdad et deux mois après les élections, il n'est plus possible d'analyser la situation irakienne de manière aussi négative et aussi pessimiste. Certes, tout est encore possible, y compris le pire. Mais il nous faut admettre un fait politique majeur: contre toute attente, les élections du 31 janvier ont créé une nouvelle dynamique politique en Irak.

Certes, pour ceux qui connaissent l'histoire troublée du monde, ce changement inattendu créé par les élections n'est pas inédit. Au Sud-Vietnam, en 1967, des élections à peu près libres, organisées par les États-Unis, avaient suscité les mêmes commentaires: pessimisme extrême avant les élections et très

fort optimisme après ces mêmes élections. Il est donc tout à fait possible que ce schéma soit réédité en Irak en l'absence d'accord politique interne.

Mais la situation est malgré tout différente. Au Vietnam, il y avait un Nord-Vietnam qui incarnait, y compris par la force et la cruauté, une résistance nationale à un occupant. En Irak, ce rôle pourrait revenir aux sunnites. Mais ils sont minoritaires. Or, sans alliance politique avec d'autres forces, ils sont condamnés à une marginalisation, à moins bien sûr que les autres forces ne parviennent pas à s'entendre.

Porte d'entrée pour la démocratie

Les élections ont été un succès en Irak car, pour les deux tiers de la population irakienne, chiite et kurde, elles exprimaient la volonté de se voir reconnaître à la fois comme les victimes de la tyrannie baasiste et comme les futurs maîtres du jeu politique irakien. Ce plébiscite confessionnel n'ouvre pas un boulevard à la démocratie mais lui crée néanmoins une porte d'entrée. Certes, chiites et Kurdes peuvent et pourront toujours s'opposer, voire s'entre-déchirer. Mais pour le moment, leur intérêt politique est de parvenir à un accord politique. Or cet accord a été rendu possible et légitime par les élections.

Par ailleurs, même si cet accord est défavorable — pour le moment — les sunnites, il n'en demeure pas moins vrai qu'il se déroule de manière pacifique. En soi, cela constitue un indéniable progrès. Dans une des anciennes tyrannies les plus abjectes du monde arabe, toute évolution qui serait même à peine meilleure que celle précédant la chute de Saddam apparaîtra comme un succès. C'est d'une certaine façon ce qui se passe en Afghanistan, où le président Karzaï a acquis une légitimité nationale malgré le soutien américain. Symboliquement, tout ceci n'est pas sans importance même si, à l'évidence, l'Irak n'est pas l'Afghanistan.

Ces élections ont donc eu pour mérite essentiel de créer un jeu politique national irakien où les acteurs ne sont pas tous de simples agents de la puissance occupante. MM. Allaoui et Chalabi — par ailleurs cousins — sont les perdants provisoires de cette consultation, ce qui interdit de penser que les jeux étaient faits d'avance.

Par ailleurs, même si ces élections ont été un indiscutable victoire pour les chiites, on ne peut pas dire qu'elles constituent une victoire éclatante pour le clergé chiite. L'ayatollah Sistani a joué un rôle central dans le succès de ces élections, mais cela n'en a pas fait pour autant l'arbitre absolu du jeu politique irakien. Là encore, le fait qu'aucun acteur n'ait remporté de victoire éclatante peut parfaitement déboucher sur le chaos. Mais il peut aussi faire naître une culture du compromis, ingrédient essentiel de la culture démocratique.

Une démocratie ne naît pas quand des élites en ont parfaitement maîtrisé tous les codes et toutes les subtilités. Une démocratie naît quand les acteurs du jeu politique estiment que le recours au compromis politique est préférable au recours à la force. De fait, la guérilla a baissé en intensité depuis les élections de janvier. Et certains sunnites se demandent si la politique de la chaise vide est tenable encore longtemps.

Les États-Unis

Et les États-Unis dans tout cela? Là encore, la réalité s'est révélée plus complexe que le discours guerrier de George W. Bush le laissait supposer.

En premier lieu, les Américains ont beaucoup appris de cette intervention qui, d'un point de vue militaire, reste un conflit d'intensité moyenne, incommensurablement plus faible que le Vietnam ou même l'Algérie. Ils ont rapidement découvert que leurs hommes à Bagdad n'étaient pas forcément les plus crédibles et ont de ce fait été amenés à composer.

Eux qui voulaient répandre la démocratie n'envisageaient la tenue d'élections que dans un délai de trois ans. C'est l'ayatollah Sistani qui les a contraints à réduire la transition et donc à admettre l'idée d'élections plus rapprochées. De ce fait, et c'est ce qui explique leur succès, ces élections sont apparues comme des élections voulues par les Irakiens — sauf les sunnites — et non par les Américains. Les Irakiens se sont donc réappropriés les élections, ce qui ne peut que réjouir les États-Unis, pour le moment en tout cas.

Naturellement, là encore, il nous faut éviter de passer d'un excès de pessimisme à un excès d'optimisme. Si ce début de transition se confirme, la question du retrait des troupes américaines se retrouvera assez vite posée. Or celles-ci ne se retireront pas sans garantie sur le maintien de bases, l'accès aux ressources, etc. Par ailleurs, tout faux pas américain en Iran se retournera contre les États-Unis en Irak. Naturellement, on pourra penser que les Américains ne tomberont pas dans ce piège, mais le poids de l'idéologie reste décisif à Washington.

L'enjeu central sera donc de trouver un équilibre entre la volonté des Américains de s'implanter politiquement en Irak et la nécessité que les forces politiques irakiennes ont à maintenir une présence américaine sur leur sol pour arbitrer, le cas échéant, leurs inévitables rivalités.

Les États-Unis peuvent ainsi devenir l'arbitre du jeu politique interne irakien — ce qui est leur objectif — sans que celui-ci apparaisse comme purement et simplement imposé de l'extérieur. Rien ne prouve que ce scénario triomphera. Mais nous ne pouvons pas exclure qu'il s'impose.

Dans ce cas — et dans ce cas seulement —, l'intervention américaine apparaîtra comme une rupture politique majeure dans l'ordre international, ce qui confirmera la capacité des États-Unis à modifier l'ordre international dans tous les lieux de la planète où leurs intérêts primordiaux sont en jeu.

Cette dynamique aura-t-elle alors un effet d'entraînement sur d'autres régimes de la région dont l'incertitude n'est plus à démontrer? Il est trop tôt pour le dire, d'autant que, dans la plupart de ces pays, ce sont les islamistes qui apparaissent comme les véritables challengers des régimes en place. Cette hypothèse n'est pas à exclure en Irak même si les Américains ont prévu des garanties contre un écrasement des Kurdes et des sunnites.

Dans cette hypothèse — et dans cette hypothèse seulement —, le regard rétrospectif que nous avons porté sur l'intervention américaine s'en trouverait modifié. Par là même, il décuplerait la puissance des États-Unis dans le monde et la crainte qu'elle susciterait.

Et l'Europe?

Ce qui est sûr, c'est que face à cette nouvelle dynamique politique, l'Europe ne peut plus continuer à compter les points. Il lui faut désormais inventer une nouvelle politique et sortir du conformisme dans lequel elle se cantonne.

Les Européens pourraient donner un premier signe fort en commençant à entrer en contact direct et officiel avec tous les opposants politiques de ces régimes qui se prétendent par ailleurs démocratiques. L'absence de démocratie est bel et bien la plaie politique des pays arabes et la cause fondamentale de leur phénoménal déclin. Les Américains ont le mérite de poser le problème en ces termes même si leurs méthodes sont brutales et même si leur politique est beaucoup plus contradictoire qu'elle n'y paraît.

Mais les contradictions et les erreurs de jugement des Américains ne doivent plus servir de cache-misère à une politique européenne peu imaginative et perçue localement comme toujours favorable à des régimes impopulaires.



CEEWAN AZIZ REUTERS

Les élections ont été un succès en Irak car, pour les deux tiers de la population irakienne, chiite et kurde, elles exprimaient la volonté de se voir reconnaître à la fois comme les victimes de la tyrannie baasiste et comme les futurs maîtres du jeu politique irakien.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (jeunes et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (commis internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux-Soucy (sursuménaire); Pauline Gravel (sciences); Guillaume Bourgault-Côté (sursuménaire), Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs), Renée Léo Guimont et Serge Paquin (relucteurs sursuménaires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Ballargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarque (arts visuels et musique), Frédérique Doyon (sursuménaire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny (pupitre), Philippe Papineau (sursuménaire), Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte, François Desjardins (sursuménaire); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti et Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Mariyse Hamelin, Alexandre Shields (commis). La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebai, Mélisande Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Nathalie Zemaitis, Olivier Zuida, Yannick Morin (sursuménaire). INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Roxanne Labelle (coordonnatrice à la promotion et à la circulation), Loli Sénéchal-Berthiaume, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furov, Germain Haecck (contrôleur), Ghislaine LaBour, Claudette Béliveau (adjoins administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

SCIENCES

EN BREF

Le vent de la méningite

Une épidémie de méningite frappe chaque année en Afrique, entre février et mai, et touche de 25 000 à 200 000 personnes. Pourrait-elle être bêtelement sous la dépendance du vent et de l'humidité? C'est ce que suggère une étude française menée par l'Institut de recherche et développement (IRD). Ces chercheurs ont d'abord créé un modèle des cycles climatiques annuels, à partir de la vitesse des vents et de l'humidité. Par exemple, l'indice de vent le plus élevé et d'humidité le plus faible correspond à la sixième semaine de l'année, entre le 7 et le 15 février. Les chercheurs ont ensuite comparé le tout aux données épidémiologiques du Mali, entre 1994 et 2002. Leur analyse démontre que l'évolution de l'indice de vitesse du vent suit de près la hausse des cas de méningite, le début de l'épidémie coïncidant avec le moment où les vents d'hiver sont les plus forts. En hiver, cette région, située entre les 10° et 15° degrés de latitude Nord, à l'Ouest de l'Afrique, subit les vents d'Harmattan, vents chauds et secs, chargés de poussières, qui fragilisent les muqueuses respiratoires et favorisent le passage du méningocoque dans le sang.

— Agence Science-Press

Un traité international sur la cigarette

Le saviez-vous? Depuis le 27 décembre est en vigueur un traité international sur le contrôle du tabac. Grâce à sa ratification par un 40^e pays en novembre dernier (le Pérou), le traité en question, sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé, est devenu loi. Ce qui signifie que les pays signataires ont en théorie l'obligation d'implanter des réglementations antitabac dans les édifices et les transports publics, en plus d'appliquer des taxes plus élevées sur le tabac. Ces pays s'engagent également à financer des recherches visant à trouver des cultures alternatives à ceux qui cultivaient le tabac. Le Canada, la France, le Royaume-Uni et le Japon l'ont ratifié, mais pas les États-Unis. Cela dit, plusieurs de ces nations ont également ratifié le protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre, ce qui ne signifie pas que les gaz à effet de serre auront été ramenés au niveau souhaité.

<http://www.who.int/tobacco/framework/en/>

— Agence Science-Press

L'oreille mystérieuse

Notre oreille interne est une telle merveille qu'elle a été inventée deux fois. Alors que l'évolution n'est pourtant pas censée se répéter — elle dispose d'un nombre infini de possibilités —, elle a fait exception avec l'oreille interne. Un fossile mis au jour en Australie pourrait du moins être la preuve que cette structure complexe de trois petits os s'est développée de façon indépendante, à deux reprises, chez deux groupes de mammifères, dont l'un a conduit jusqu'à nous. On estime que la structure de l'oreille interne est apparue il y a environ 150 millions d'années: aujourd'hui, elle est l'un des trois éléments qui distinguent les mammifères des autres espèces — les deux autres étant bien sûr les mamelles et... le poil.

— Agence Science-Press

Escargots extraterrestres

Comme pour nous rappeler que la station spatiale évolue à un rythme d'escargot, la voilà qui accueille... des escargots! Une cinquantaine sont arrivés à haut en février, livrés par le vaisseau de ravitaillement automatique Progress. Le but de ce voyage insolite n'était pas d'améliorer la gastronomie des deux astronautes présents à haut mais d'étudier pendant deux mois les effets de l'apesanteur sur la vie de ces bestioles. Et plus particulièrement sur l'appareil vestibulaire de leur oreille interne, siège de l'équilibre. Étonnamment, en effet, leur oreille interne et la nôtre n'ont que peu de différences.

— Agence Science-Press

Les quatre vérités des oméga-3

Ces acides gras polyinsaturés sont indispensables pour la santé, mais gare aux surenchères qui en font une panacée

Essentiels à notre santé, les oméga-3? Absolument indispensables, mais pas une panacée pour toutes nos sautes d'humeur, précise le découvreur des effets de ces acides gras polyinsaturés sur le cerveau, le Français Jean-Marie Bourre, membre de l'Académie de médecine, de passage à Montréal cette semaine.

PAULINE GRAVEL

Après avoir observé que le lait maternel, contrairement aux autres laits animaux, est très riche en oméga-3 et que le cerveau humain est probablement le tissu biologique qui en contient le plus, à part la graisse de poisson qui est par contre un tissu adipeux et de ce fait constitue avant tout une réserve énergétique, Jean-Marie Bourre en a déduit que si le lait maternel regorge d'oméga-3, c'est probablement parce que ceux-ci sont très importants pour le développement du cerveau.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Le D^r Jean-Marie Bourre: «Prescrire des oméga-3 pour réguler l'humeur relève de la fantaisie et du marketing et non de la science.»

Une quinzaine d'années d'expérimentation lui ont permis de démontrer qu'une alimentation déficiente en oméga-3 pouvait avoir des répercussions néfastes «sur la construction du cerveau et par voie de conséquence sur son fonctionnement, voire le quotient intellectuel — QI».

Les oméga-3 participent à la composition de la gaine de myéline qui entoure les neurones mais aussi à celle des membranes biologiques de toutes les cellules du cerveau, dont les neurones eux-mêmes. «Les oméga-3 interviennent aussi sur la qualité de la communication entre les neurones», précise le scientifique qui a dirigé une unité de recherche à l'INSERM, spécialisée dans la chimie du cerveau et ses rapports à la nutrition. «Les sites de cette communication, c'est-à-dire les synapses ou terminaisons nerveuses, sont encore plus riches en oméga-3 que le cerveau dans sa moyenne.»

Pour construire le cerveau, il faut donc trouver dans l'alimentation des oméga-3, que l'humain ne peut pas élaborer. Ensuite, il faut entretenir ce tissu cérébral. Les neurones, qui sont toujours présents dans le cerveau des personnes qui décèdent à plus de 120 ans, comme ce fut le cas de Jeanne Calment, étaient déjà tous en place deux mois avant leur naissance, souligne le D^r Bourre. «Les neurones sont des structures qui restent identiques à elles-mêmes mais qui se renouvellent en permanence. Le neurone est une sorte de maison dont les murs seraient repeints en permanence, les tentures substituées par d'autres, les briques échangées, les parpaings (blocs de ciment) renouvelés, les solives restaurées, les fenêtres remplacées. Si chacun de ces éléments n'est pas entretenu et renouvelé, le neurone est fragilisé. S'il est fragilisé, il meurt prématurément. Et un neurone qui meurt n'est jamais remplacé. Donc, bien nourrir le cerveau, c'est assurer sa pérennité.»

Le vieillissement

Alors que de multiples études ont permis de dévoiler l'existence d'une relation entre la consommation de poisson gras et le risque de dépression. Entre autres, l'États-Unien Joseph Hibbeln, qui a effectué une analyse des résultats obtenus lors de 41 études réalisées dans 23 pays, a constaté qu'une mince consommation de poisson induit une faible teneur en DHA (l'un des membres de la famille des oméga-3) du lait maternel et accroît le risque de dépression après l'accouchement (en post-partum) chez la mère, indique Jean-Marie Bourre. «Les

femmes venant d'accoucher sont d'autant moins susceptibles d'être atteintes de dépression qu'elles consomment plus de poisson gras.»

Encore une fois, il ne s'agit à l'heure actuelle que d'observations et non pas de démonstrations, prévient le chercheur. Et gare aux surenchères qui font des oméga-3 une panacée. «Prescrire des oméga-3 pour réguler l'humeur relève de la fantaisie et du marketing et non de la science, dit-il. Il ne faut pas croire que si on n'a pas envie d'aller bosser, des capsules d'oméga-3 nous feront voir la vie en rose.»

Les effets des oméga-3 sur le système cardiovasculaire, quant à eux, ne sont plus à prouver. Voilà déjà plus de 30 ans qu'on a observé que les Esquimaux souffraient rarement d'infarctus grâce à leur alimentation qui avait pour vertu de comporter beaucoup de poisson gras. «Et comme la spécificité du gras de poisson est son contenu élevé en oméga-3, on en a déduit que ceux-ci étaient importants, raconte M. Bourre. Il a fallu ensuite une quinzaine d'années d'expérimentations animales et d'essais cliniques sur l'homme pour aboutir au fait qu'en France, les capsules d'oméga-3 sont devenues un médicament remboursé par la Sécurité sociale [assurance maladie].» Les gélules d'huile de chair de poisson et non les produits purifiés, spécifie toutefois le chercheur.

Gélules d'oméga-3 purifiées

Dans la nature, les oméga-3 ne sont pas tout nus, ils font partie de constructions moléculaires que l'on appelle des triglycérides et des phospholipides. Et ce sont justement ces constructions moléculaires que notre intestin sait reconnaître pour aller y capter les oméga-3. «Or, dès l'instant où vous les purifiez, vous détruisez la construction moléculaire. Mais l'oméga-3 doit alors être fixé sur quelque chose et le moins cher est de le fixer sur de l'alcool. C'est la raison pour laquelle on peut lire "ester éthylique" sur l'emballage. Alors que vous pensez absorber un complément alimentaire, c'est plutôt un véritable produit chimique que vous ingurgitez. On sait que l'intestin est capable de le reconnaître mais il faut en donner des doses beaucoup plus importantes, allant jusqu'à dix fois plus élevées», prévient Jean-Marie Bourre.

Pour le cœur

Les effets bénéfiques des oméga-3 sur le système cardiovasculaire sont multiples. D'abord, les oméga-3 réduisent les triglycérides, une

sorte de graisses qui s'accumulent dans le sang et qui par le fait même accroissent le risque d'infarctus. Ensuite, les oméga-3 freinent le phénomène d'inflammation qui se développe autour des plaques d'athérome — lésion de la paroi interne d'une artère accompagnée de dépôts de gras — et qui contribue à l'obstruction des artères. Les oméga-3 améliorent aussi la souplesse des artères, ce qui permet d'abaisser la tension artérielle. Les oméga-3 s'insèrent dans les membranes biologiques qui sont constituées d'un film d'huile dans un milieu liquide. «Quand ce film contient trop d'acides gras saturés et trop de cholestérol, il devient rigide, explique le scientifique. C'est comme le beurre qui est solide parce qu'il contient des graisses saturées. En revanche, la présence d'oméga-3, qui sont les plus insaturés des acides gras, induit une plus grande souplesse. Or des membranes biologiques plus souples se déforment plus facilement. Et dès l'instant où il y a une sollicitation, le tuyau se dilate ou se contracte mieux.»

Par ailleurs, les études effectuées sur les Esquimaux ont également montré que ceux-ci souffraient moins de maladies dermatologiques, notamment de psoriasis. «Nous pensons que les oméga-3 pourraient être efficaces parce qu'ils luttent contre la composante de l'inflammation de cette maladie», avance le D^r Bourre, avant de souligner les possibles vertus des oméga-3 contre certaines inflammations ostéo-articulaires telles que la polyarthrite rhumatoïde.

La consommation

Dans de nombreux pays, y compris le Canada, la consommation courante d'oméga-3 est malheureusement bien inférieure à celle requise pour en tirer des bienfaits. En effet, elle n'atteint que la moitié des quantités qui sont recommandées, affirme Jean-Marie Bourre, avant de préciser que nos besoins peuvent se résumer à deux cuillères à soupe d'huile de canola par jour. «Mais comme nous absorbons déjà des oméga-3 dans les différents aliments que l'on consomme, il ne nous manque

alors qu'une cuillère à soupe», dit-il.

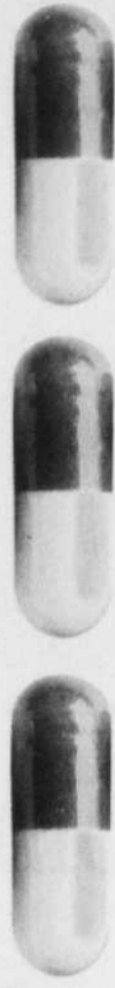
Les femmes enceintes ou qui allaitent doivent accroître leur consommation quotidienne en oméga-3 de base (ALA) d'environ 30 %. Concrètement, leur consommation quotidienne devrait passer grosso modo d'une cuillère à soupe d'huile de canola ou de noix à une cuillère à soupe et demie. En parallèle, en France, on leur recommande officiellement de doubler, voire de multiplier par 2,5 la consommation de poisson gras afin de puiser les concentrations nécessaires de DHA et d'EPA (deux membres de la famille des oméga-3). Si on voulait vraiment bien faire, on devrait passer de deux parts de poisson gras par semaine à trois ou quatre parts hebdomadaires.

Pour les autres adultes, la recommandation se limite à deux portions de poisson gras par semaine pour obtenir une prévention cardiovasculaire.

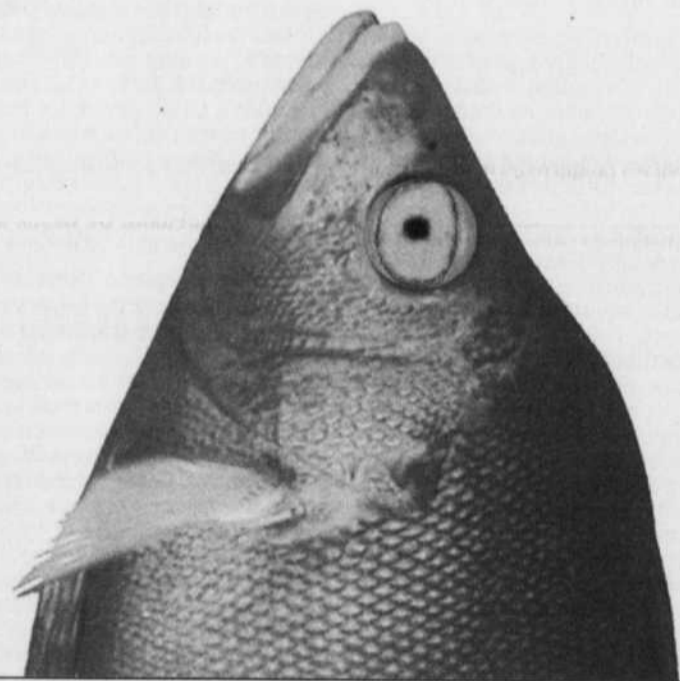
Le Devoir

■ La Vérité sur les oméga-3, D^r Jean-Marie Bourre, Odile Jacob, 2004.

OMÉGA



«Un neurone qui meurt n'est jamais remplacé. Donc, bien nourrir le cerveau, c'est assurer sa pérennité.»



CHRISTIAN TIEFF

Où les trouve-t-on?

vient le nutritionniste du cerveau. «Ils sont facilement oxydables, il ne faut donc pas trop les chauffer.»

Les autres membres de la famille des oméga-3, l'acide eicosapentaénoïque (EPA) et l'acide docosahexaénoïque (DHA), communément appelé acide cervalique parce qu'il a été découvert dans le cerveau, se trouvent quant à eux principalement dans les poissons les plus gras tels que le saumon, la sardine et le maquereau.

L'œuf crétois

Les œufs apportent aussi beaucoup d'oméga-3, pour autant que les poules aient mangé ce que la nature a prévu pour leurs besoins, insiste Jean-Marie Bourre. Or ce n'est pas le cas des œufs dits industriels, souligne-t-il en citant les travaux d'un chercheur américain d'origine grecque qui a comparé le contenu en oméga-3 des œufs de la campagne grecque à celui des œufs offerts dans les supermarchés aux États-Unis. «Les œufs crétois comprennent 40 fois plus d'ALA et six fois plus de DHA que les œufs du supermarché parce qu'ils

sont issus de poules qui mangent des escargots, des limaces, de la verdure et autres choses qui leur apportent des oméga-3», explique-t-il.

Ceux qui n'habitent pas la campagne grecque pourront se rabattre sur les œufs enrichis en oméga-3 offerts dans nos épiceries, recommande Jean-Marie Bourre, qui précise tout de même que ces œufs pondus par des poules ayant été nourries avec des graines de lin sont des œufs parfaitement naturels. «Dire que ces œufs sont enrichis est une erreur car tous les œufs devraient être comme ça», dit-il.

L'organisme arrive à fabriquer les EPA et DHA plus ou moins bien selon les périodes de la vie, souligne Jean-Marie Bourre. Les femmes les fabriquent mieux quand elles sont enceintes et qu'elles allaitent, même si les quantités qu'elles synthétisent alors demeurent insuffisantes. Les hommes savent moins bien le faire que les femmes en général tandis que les nourrissons et les vieux y parviennent nettement moins que tous les autres. P. G.